

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/204260]

21 JUILLET 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif aux activités de formation permanente au sens des articles D.99, § 2, 2° et D.104, alinéa 1^{er}, 1°, du Code wallon de l'Agriculture dans les secteurs agricole et sylvicole

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le Règlement n° 702/2014 (UE) de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.11, D.13, D.14, D.17, D.103, D.104, D.105, D.107, D.108, D.113, D.114, D.241, D.242 et D.243;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 avril 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 avril 2016;

Vu le rapport du 18 mars 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 14 avril 2016;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 59.590/4, donné le 5 juillet 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission de la formation agricole n° 8, donné le 17 mai 2016;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 127 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'activité de formation : la formation telle que définie aux articles D.99, § 2, 2° et D.104, alinéa 1^{er}, 1°, du Code;

2° l'administration : l'administration au sens de l'article D.3, 3° du Code;

3° le centre de formation : le centre de formation professionnelle ou tout organisme public ou privé ou toute association publique ou privée organisant des activités de formation;

4° le formateur : le prestataire des activités de formation ou des autres transferts de connaissance, en ce compris le conférencier;

5° le Code : le Code wallon de l'Agriculture;

6° le participant : toute personne à laquelle s'adresse la formation professionnelle agricole telle que visée à l'article D.98, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 4° et 5° du Code;

7° le programme wallon de développement rural : le programme au sens de l'article 6 du Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil.

8° la séance d'étude : l'activité de formation pratique ou théorique réalisée dans une salle;

9° la visite guidée : l'activité de formation pratique ou théorique réalisée via une visite de terrain ou via une activité de démonstration.

Le Ministre peut préciser les définitions visées à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE II. — *Contenu des activités de formation*

Art. 2. § 1^{er}. L'activité de formation organisée par un centre de formation a pour objectif l'acquisition de connaissances et de compétences du participant en matière d'innovation, de compétitivité et de durabilité bénéfique à l'exercice d'une activité agricole ou sylvicole.

Le Ministre précise les domaines prioritaires nécessaires à l'acquisition des connaissances et des compétences visées à l'alinéa 1^{er}, dans le respect du programme wallon de développement rural afin de rencontrer les objectifs visés à l'article 97 du Code.

§ 2. La séance d'étude :

1^o traite de thématiques particulières ou peut regrouper plusieurs thématiques d'intérêts différents qui visent à diffuser auprès du public cible des connaissances nouvelles en matière d'innovation, de compétitivité et de durabilité, en ce compris, la recherche et le développement;

2^o comporte un exposé qui peut comprendre un débat;

3^o peut s'accompagner de documents d'informations.

La visite guidée :

1^o met en œuvre des actions opérationnelles au sein d'une exploitation agricole, d'un centre de recherche ou tout autre lieu permettant la diffusion d'informations dans les conditions de la pratique;

2^o comporte un exposé introductif;

3^o peut s'accompagner de documents d'informations ou de résultats chiffrés.

§ 3. Tout centre répondant aux conditions définies par le Ministre peut organiser une activité de formation.

Le Ministre définit la durée minimale de l'activité de formation.

Le Ministre peut fixer pour l'activité de formation :

1^o un nombre minimum de participants par activité de formation;

2^o un nombre minimum d'activités de formation par thématique;

3^o une couverture géographique minimum.

§ 4. En vue d'assurer la bonne organisation de l'activité de formation, le Ministre peut prévoir des modalités organisationnelles et des obligations supplémentaires dans le chef des centres de formation.

CHAPITRE III. — *Financement**Section 1^{re}. — Conditions d'octroi des subventions*

Art. 3. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Ministre lance au moins un appel à projets par période définie dans le respect du programme wallon de développement rural.

Lorsque des besoins spécifiques et urgents apparaissent après le lancement des appels à projets visé à l'alinéa 1^{er}, en lien avec les objectifs visés à l'article D.97, du Code, le Ministre peut lancer un appel à projets spécifique dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

§ 2. Lorsque le projet est cofinancé sur la base du programme wallon de développement rural, la sélection des projets est effectuée comme suit :

1^o par la vérification du respect des conditions d'éligibilité prévu dans l'appel à projets, portant sur les moyens matériels, humains et financiers dont dispose le centre de formation;

2^o par la vérification de la pertinence des activités de formation au regard des objectifs visés à l'article D.97 du Code et des besoins identifiés sur le territoire ainsi que de la qualité des activités de formation, en ce compris le contenu du programme des activités de formation et la compétence des formateurs;

3^o au terme de l'évaluation, un classement est établi par l'administration et la liste des projets retenus, ces projets sont soumis au comité de sélection conformément aux dispositions du programme wallon de développement rural puis soumis à la décision du Ministre.

Les conditions d'éligibilité et les critères de sélection prévus dans l'appel à projets sont présentés au comité de suivi du programme wallon de développement rural 2014-2020 et puis soumis à la décision du Gouvernement wallon.

§ 3. Lorsque le financement du projet est entièrement à charge du budget de la Région wallonne, le Ministre fixe les conditions d'éligibilité et les critères de sélection visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, dans l'appel à projets.

La sélection des projets est effectuée comme suit; les dossiers sont :

1^o analysés et classés;

2^o soumis à la décision du Ministre.

§ 4. Sur la base de la sélection des projets, les formateurs soit :

1^o répondent aux conditions de diplômes ou de titres équivalents, le cas échéant d'expérience probante, telles que déterminées par le Ministre et présentant un lien avec l'objet de l'activité de formation. Le Ministre précise l'expérience probante;

2^o sont reconnus dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture.

En cas de candidatures insuffisantes pour répondre aux besoins, le Ministre peut, sur demande dûment motivée introduite par le centre de formation, déroger aux conditions visées à l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, le centre de formation fait suivre par le personnel concerné, dans l'année qui suit son entrée en fonction, les formations nécessaires à l'acquisition des connaissances et compétences requises pour assurer l'activité de formation.

Art. 4. Le Ministre définit les modalités d'organisation des appels à projets.

Le Ministre définit les dates de lancement des appels à projets en tenant compte des budgets disponibles.

Le site internet de l'administration contient les informations relatives à l'appel à projets.

Le Ministre définit les dates limites pour le dépôt des projets.

Le Ministre peut :

1° compléter les procédures de sélection visées à l'article 3, § 2;

2° ajouter des conditions supplémentaires purement procédurales à l'appel à projets;

3° lister les documents à joindre.

Art. 5. § 1^{er}. Est exclue du bénéfice des subventions :

1° la personne physique ou morale poursuivant, par son activité de formation professionnelle, des buts publicitaires ou commerciaux;

2° l'activité de formation qui est déjà entièrement subventionnée par un pouvoir public.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 2°, si d'autres subventions publiques couvrent partiellement le financement de l'activité, le centre de formation dont le projet a été sélectionné peut bénéficier de subventions pour le solde du financement de son projet.

§ 2. Le centre de formation peut réclamer une participation aux frais à charge des participants si l'organisation d'activités de formation ne donne pas lieu à des bénéfices dans le chef du centre de formation. La participation aux frais couvre une partie des frais générés par ses activités de formation non couverts par des subventions.

Section 2. — Modalités d'octroi des subventions

Art. 6. Le centre de formation sélectionné dans le cadre de l'appel à projets bénéficie de subventions dont les montants sont établis dans les limites prévues dans la présente section.

Art. 7. Pour les projets non cofinancés, l'administration assure la gestion et le contrôle administratif et financier des dossiers, en ce compris le constat des paiements indus.

L'administration est en charge du paiement des subventions à l'exception de la part cofinancée par le FEADER dont l'organisme payeur ou son délégué assure le paiement.

Art. 8. Les subventions accordées pour toute activité de formation visée à l'article 3, § 1^{er}, sont plafonnées à quatre-vingts euros par heure d'activité de formation.

Les subventions visées à l'alinéa 1^{er} couvrent tous les frais liés aux activités, en ce compris, le cas échéant, les frais de voyage, de logement, les indemnités journalières du formateur et les frais d'organisation à charge du centre de formation.

Les subventions visées à l'alinéa 1^{er} ne couvrent pas les frais liés aux prestations de services de remplacement en cas d'absence de l'agriculteur ni les frais liés à des investissements.

En fonction des disponibilités budgétaires, le Ministre peut indexer, en janvier de chaque année, le montant des plafonds de subventions et indemnités sur base de l'indice santé en base 2013, en multipliant les montants des aides par l'indice santé de décembre de l'année précédente divisé par l'indice santé de décembre l'année 2015.

Section 3. — Paiement des subventions

Art. 9. Les subventions octroyées en application du présent chapitre, sont versées aux centres de formation.

Les centres de formation sont responsables de leur répartition entre les divers ayant-droits et bénéficiaires.

Le Ministre définit :

1° les dépenses éligibles à titre de frais visés à l'article 9, alinéa 2;

2° les modalités d'octroi et de liquidation des subventions aux centres de formation de même que les modalités d'introduction des déclarations de créance.

Art. 10. Le centre de formation transmet à l'administration dans les deux mois qui suit la dernière activité de formation, un rapport sur les programmes d'activités dispensés pendant la durée du projet.

CHAPITRE IV. — Contrôle

Art. 11. L'administration vérifie au minimum que le centre de formation dispose des capacités appropriées en termes de qualifications du personnel et de formation régulière pour mener à bien leur mission.

Art. 12. En application des articles 48 à 51 et 53 du Règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité, l'organisme payeur ou l'organisme à qui il délègue tout ou partie de ses missions de contrôle, vérifie au moyen de contrôle administratif, effectué par échantillonnage et sur place le respect des dispositions prévues en vertu du présent arrêté.

CHAPITRE V. — Sanctions

Art. 13. En application de l'article 60, du Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil, un centre de formation dont il est établi qu'il a créé artificiellement les conditions requises en vue de sa sélection dans le cadre de l'appel à projets visé à l'article 4, est exclu du bénéfice des subventions visées au chapitre 3, section 2.

Art. 14. Pour les aides non cofinancées, lorsque le centre de formation, ne respecte pas ses obligations prévues par le Code et par le présent arrêté, la part de la subvention qui lui est due est diminuée proportionnellement à la gravité du non-respect de ses obligations et aux conséquences financières de l'irrégularité.

Pour les aides cofinancées, en application de l'article 35, du règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité, en cas de non-conformité grave ou s'il est établi que le bénéficiaire a fourni de faux éléments de preuve aux fins de recevoir l'aide ou a omis de fournir les informations nécessaires par négligence, l'aide est refusée ou est retirée en totalité. Par ailleurs, le bénéficiaire est exclu d'une mesure ou d'un type d'opération identique pendant l'année civile de la constatation et la suivante.

Le Ministre peut préciser le mode de calcul de la diminution.

Art. 15. Le recouvrement des subventions est effectué conformément aux articles D.258 à D.260 du Code.

Pour les subventions entièrement à charge de la Région wallonne et conformément à l'article D.17 du Code, le centre de formation dispose de 45 jours ouvrables pour introduire un recours auprès de l'administration.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 16. Le présent arrêté garantit le respect des dispositions des articles 1^{er}, 3 à 10, 12, 13 et 21 du Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Art. 17. Pour l'année 2016 et en dérogation à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, 3^o, au terme de l'évaluation, un classement est établi par l'administration et la liste des projets retenus est soutenue par le Ministre.

Art. 18. Pour l'année 2016, le Ministre peut prévoir des délais plus courts pour le dépôt et le traitement des appels à projets.

Art. 19. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 juillet 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/204260]

21. JULI 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung von Titel IV Kapitel II des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in Bezug auf die Weiterbildungsaktivitäten im Sinne der Artikel D.99 § 2 Ziffer 2 und D.104 Absatz 1 Ziffer 1 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft im land- und forstwirtschaftlichen Bereich

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.11, D.13, D.14, D.17, D.103, D.104, D.105, D.107, D. 108, D.113, D.114, D.241, D. 242 und D.243;

Aufgrund des am 11. April 2016 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 14. April 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 18. März 2016, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 14. April 2016;

Aufgrund des am 5. Juli 2016 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 59.590/4;

In Erwägung des am 17. Mai 2016 abgegebenen Gutachtens Nr. 8 der Kommission für die Berufsbildung in der Landwirtschaft,

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass regelt kraft Artikel 127 der Verfassung eine in Artikel 138 der Letzteren erwähnte Angelegenheit.

Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Ausbildungsaktivität: die Weiterbildung im Sinne von Artikel D.99 § 2 Ziffer 2 und Artikel D.104 Absatz 1 Ziffer 1 des Gesetzbuches;

2° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel D. 3 Ziffer 3 des Gesetzbuches;

3° Ausbildungszentrum: das Berufsausbildungszentrum oder jede öffentliche oder private Einrichtung oder jede öffentliche oder private Vereinigung, das bzw. die Ausbildungsaktivitäten organisiert;

4° Ausbilder: der Anbieter der Ausbildungsaktivitäten oder der sonstigen Wissensübertragung, einschließlich des Referenten;

5° Gesetzbuch: das Wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

6° Teilnehmer: jede Person, für welche die landwirtschaftliche Berufsbildung im Sinne von Artikel D.98 Absatz 1 Ziffer 1, 2, 4 und 5 des Gesetzbuches bestimmt ist;

7° wallonisches Programm für die ländliche Entwicklung: das Programm im Sinne von Artikel 6 der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates.

8° Studententagung: die in einem Saal stattfindende Aktivität der praktischen oder theoretischen Ausbildung;

9° geführter Besuch: die mittels einer Ortsbesichtigung oder einer Vorführung organisierte Aktivität der praktischen oder theoretischen Ausbildung;

Der Minister kann die in Absatz 1 angeführten Definitionen präzisieren.

KAPITEL II — *Inhalt der Ausbildungsaktivitäten*

Art. 2 - § 1 - Die von einem Ausbildungszentrum organisierte Ausbildungsaktivität hat zum Zweck, den Teilnehmern für die Ausübung einer land- oder forstwirtschaftlichen Aktivität nützliche Kenntnisse und Fähigkeiten in Sachen Innovation, Wettbewerbsfähigkeit und Nachhaltigkeit zu vermitteln.

Unter Berücksichtigung des wallonischen Programms für die ländliche Entwicklung bestimmt der Minister die vorrangigen Bereiche, die für den Erwerb der Kenntnisse und Fähigkeiten nach Absatz 1 nötig sind, um den Zielen nach Artikel 97 des Gesetzbuches Rechnung zu tragen.

§ 2 - Bei der Studententagung:

1° werden besondere Themen behandelt, oder können unterschiedliche Themenbereiche behandelt werden, wobei man darauf abzielt, der Zielgruppe neue Kenntnisse in Sachen Innovation, Wettbewerbsfähigkeit und Nachhaltigkeit, einschließlich der Forschung und Entwicklung, zu vermitteln;

2° wird ein Referat gehalten, ggf. mit einer Diskussion;

3° können Informationsdokumente verteilt werden.

Bei dem geführten Besuch:

1° werden innerhalb eines landwirtschaftlichen Betriebs, eines Forschungszentrums oder jeder sonstigen Räumlichkeit, wo Informationen unter Praxisbedingungen vermittelt werden können, operative Aktionen eingeleitet;

2° wird ein Einleitungsreferat gehalten;

3° können Informationsdokumente verteilt oder zahlenmäßige Ergebnisse mitgeteilt werden.

§ 3 - Jedes Zentrum, das den vom Minister bestimmten Bedingungen genügt, kann eine Ausbildungsaktivität organisieren.

Der Minister bestimmt die Mindestdauer der Ausbildungsaktivität.

Für die Ausbildungsaktivität kann der Minister

1° eine Mindestanzahl von Teilnehmern je Ausbildungsaktivität,

2° eine Mindestanzahl von Ausbildungsaktivitäten je Themenbereich,

3° eine minimale geographische Abdeckung,

bestimmen.

§ 4 - Zwecks einer guten Organisation der Ausbildungsaktivität kann der Minister zusätzliche Durchführungsbestimmungen und Verpflichtungen seitens der Ausbildungszentren vorsehen.

KAPITEL III — *Finanzierung*

Abschnitt 1 — Bedingungen für die Gewährung der Zuschüsse

Art. 3 - § 1 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel leitet der Minister unter Einhaltung des wallonischen Programms für die ländliche Entwicklung wenigstens einmal innerhalb eines bestimmten Zeitraums einen Aufruf zur Einreichung von Projekten ein.

Wenn spezifische und dringende Bedürfnisse in Zusammenhang mit den in Artikel D.97 des Gesetzbuches erwähnten Zielsetzungen nach der Einleitung der Projektaufufe nach Absatz 1 entstehen, kann der Minister einen spezifischen Aufruf zur Einreichung von Projekten innerhalb der verfügbaren Haushaltsmittel einleiten.

§ 2 - Wenn das Projekt auf der Grundlage des wallonischen Programms für die ländliche Entwicklung mitfinanziert wird, erfolgt die Auswahl der Projekte wie folgt:

1° durch die Prüfung der Einhaltung der Zulässigkeitsbedingungen, wie im Aufruf zur Einreichung von Projekten vorgesehen, betreffend die materiellen, menschlichen und finanziellen Mittel, über die das Ausbildungszentrum verfügt;

2° durch die Prüfung der Relevanz der Ausbildungsaktivitäten im Hinblick auf die in Artikel D.97 des Gesetzbuches genannten Zielsetzungen und die im Gebiet identifizierten Ausbildungsbedürfnisse sowie der Qualität der Ausbildungsaktivitäten, einschließlich des Inhalts des Programms der Ausbildungsaktivitäten und der Kompetenz der Ausbilder;

3° am Abschluss der Bewertung erstellt die Verwaltung eine Rangfolge der festgehaltenen Projekte, die in Übereinstimmung mit dem wallonischen Programm für die ländliche Entwicklung dem Auswahlausschuss und anschließend dem Minister zur Beschlussfassung unterbreitet werden.

Die Zulässigkeitsbedingungen und die Auswahlkriterien, die im Projektauftrag vorgesehen sind, werden dem im Rahmen der Umsetzung des wallonischen Programms für die ländliche Entwicklung eingesetzten Begleitausschuss und anschließend der Wallonischen Regierung zur Beschlussfassung unterbreitet.

§ 3 - Wenn das Projekt vollständig zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region finanziert wird, bestimmt der Minister im Projektauftrag die in Paragraph 2 Absatz 1 Ziffer 1 und 2 genannten Zulässigkeitsbedingungen und Auswahlkriterien.

Die Auswahl der Projekte erfolgt folgendermaßen; die Akten werden

1° untersucht und eingestuft;

2° dem Minister zur Beschlussfassung unterbreitet.

§ 4. Auf der Grundlage der Projektauswahl genügen die Ausbilder folgenden Bedingungen:

1° entweder genügen sie den Bedingungen in Sachen Diplome oder gleichwertige Titel und ggf. in Sachen nachgewiesene Erfahrung in Zusammenhang mit dem Gegenstand der Ausbildungsaktivität, so wie sie vom Minister festgelegt wurden. Der Minister präzisiert den Begriff der nachgewiesenen Erfahrung;

2° oder sie werden im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Januar 2015 zur Ausführung von Titel IV Kapitel II des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in Bezug auf die Berufsbildung in der Landwirtschaft anerkannt.

Im Falle von unzureichenden Bewerbungen, um den Bedarf zu decken, kann der Minister auf einen ordnungsgemäß begründeten, vom Ausbildungszentrum eingereichten Antrag, von den Bedingungen nach Absatz 1 abweichen. In diesem Fall sorgt das Ausbildungszentrum dafür, dass die betroffenen Personalmitglieder im Jahr nach deren Amtsantritt an den Ausbildungen teilnehmen, die zum Erwerb der Kenntnisse und Fähigkeiten nötig sind, um die Ausbildungsaktivität durchführen zu können.

Art. 4 - Der Minister bestimmt die Modalitäten für die Organisation der Projektaufträge.

Unter Berücksichtigung der verfügbaren Haushaltsmittel bestimmt der Minister das Datum, an dem die Projektaufträge eingeleitet werden.

Die Website der Verwaltung enthält Informationen über den Projektauftrag.

Der Minister bestimmt Fristen für das Einreichen der Projekte.

Der Minister kann:

1° die Auswahlverfahren nach Artikel 3 § 2 ergänzen;

2° dem Projektauftrag rein verfahrenstechnische ergänzende Bedingungen hinzufügen;

3° die beizufügenden Dokumente auflisten.

Art. 5 - § 1 - Werden vom Anspruch auf Zuschüsse ausgeschlossen:

1° die natürliche oder juristische Person, die durch ihre Aktivität im Bereich der Berufsausbildung Werbe- oder Geschäftszwecke verfolgt;

2° die Aktivität der Berufsausbildung, die bereits vollständig von einer öffentlichen Behörde bezuschusst wird.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 2, wenn andere öffentliche Subventionen die Finanzierung der Aktivität teilweise decken, kann das Ausbildungszentrum, dessen Projekt ausgewählt wurde, für die Finanzierung des Restbetrags seines Projekts Zuschüsse erhalten.

§ 2 - Das Ausbildungszentrum kann von den Teilnehmern eine Kostenbeteiligung verlangen, wenn die Ausbildung keine Gewinne zugunsten des Ausbildungszentrums abwirft. Die Kostenbeteiligung deckt einen Teil der Kosten in Verbindung mit den Ausbildungsaktivitäten, die nicht durch Zuschüsse gedeckt werden.

Abschnitt 2 — Modalitäten für die Gewährung der Zuschüsse

Art. 6 - Das im Rahmen des Projektauftrags ausgewählte Ausbildungszentrum hat Anspruch auf Zuschüsse, deren Beträge innerhalb der in vorliegendem Abschnitt vorgesehenen Grenzen festgelegt werden.

Art. 7 - Für nicht mitfinanzierte Projekte gewährleistet die Verwaltung die Führung und die administrative und finanzielle Kontrolle der Akten, einschließlich der Feststellung ungeschuldet getätigten Zahlungen.

Die Verwaltung wird mit der Zahlung der Zuschüsse beauftragt, mit Ausnahme des vom ELER mitfinanzierten Teils, dessen Zahlung von der Zahlstelle oder ihrem Vertreter durchgeführt wird.

Art. 8 - Die für jede Ausbildungsaktivität nach Artikel 3 § 1 gewährten Zuschüsse betragen höchstens achtzig Euro je Stunde der Ausbildungsaktivität.

Die Zuschüsse nach Absatz 1 decken alle Kosten in Verbindung mit den Aktivitäten, ggf. einschließlich der Reise- und Wohnkosten, des Tagesgelds des Ausbilders und der Organisationskosten zu Lasten des Ausbildungszentrums.

Die Zuschüsse nach Absatz 1 decken nicht die Kosten in Verbindung mit den Leistungen von Dienststellen zur Vertretung des Landwirts, falls dieser abwesend ist, noch die mit Investitionen verbundenen Kosten.

Je nach den verfügbaren Haushaltsmitteln kann der Minister jedes Jahr im Januar den Höchstbetrag der Zuschüsse und Vergütungen aufgrund des Gesundheitsindex (Basisindex: 2013) indexieren, indem die Beträge der Beihilfen mit dem Gesundheitsindex von Dezember des vorigen Jahres, geteilt durch den Gesundheitsindex von Dezember 2015, multipliziert werden.

Abschnitt 3 — Zahlung der Zuschüsse

Art. 9 - Die in Anwendung vorigen Kapitels gewährten Zuschüsse werden den Ausbildungszentren überwiesen.

Die Ausbildungszentren sind für die Verteilung dieser Beträge unter den verschiedenen Berechtigten und Zuschussempfängern verantwortlich.

Der Minister bestimmt:

1° die als Kosten im Sinne von Artikel 9 Absatz 2 zulässigen Ausgaben;

2° die Modalitäten für die Gewährung und Auszahlung der Zuschüsse an die Ausbildungszentren sowie die Modalitäten für die Einreichung der Forderungserklärungen.

Art. 10 - Innerhalb von zwei Monaten nach der letzten Ausbildungsaktivität übermittelt das Ausbildungszentrum der Verwaltung einen Bericht über die Programme der während des Dauer des Projekten organisierten Aktivitäten.

KAPITEL IV — Kontrolle

Art. 11 - Die Verwaltung prüft mindestens, ob das Ausbildungszentrum über angemessene Fähigkeiten hinsichtlich der Qualifikation der Personalmitglieder und ihrer regelmäßigen Weiterbildung im Hinblick auf die Erfüllung ihrer Aufgaben verfügt.

Art. 12 - In Anwendung der Artikel 48 bis 51 und 53 der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross-Compliance prüft die Zahlstelle oder die Einrichtung, der sie einen Teil oder die Gesamtheit ihrer Kontrollaufgaben anvertraut, anhand von administrativen Kontrollen durch unangekündigte, vor Ort vorgenommene Kontrollbesuche, ob die kraft vorliegenden Erlasses vorgesehenen Bestimmungen eingehalten werden.

KAPITEL V — Strafmaßnahmen

Art. 13 - In Anwendung von Artikel 60 der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates wird ein Ausbildungszentrum vom Vorteil der in Kapitel 3 Abschnitt 2 genannten Zuschüsse ausgeschlossen, wenn feststeht, dass es die Voraussetzungen für seine Auswahl im Rahmen des Projektauftrufs nach Artikel 4 künstlich geschaffen hat.

Art. 14 - Was die nicht mitfinanzierten Beihilfen betrifft, wenn das Ausbildungszentrum die vom Gesetzbuch und vorliegendem Erlass vorgeschriebenen Verpflichtungen nicht beachtet, wird der Teil des Zuschusses, der ihm geschuldet wird, entsprechend der Schwere der Verletzung seiner Verpflichtungen und deren finanziellen Folgen verringert.

Was die mitfinanzierten Beihilfen betrifft, wird die Beihilfe in Anwendung von Artikel 35 der delegierten Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungssanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross-Compliance insgesamt abgelehnt oder zurückgenommen, wenn feststeht, dass der Begünstigte falsche Nachweise vorgelegt hat, um die Beihilfe zu erhalten, oder wenn er verabsäumt hat, die erforderlichen Informationen zu liefern. Darüber hinaus wird der Begünstigte im Kalenderjahr der Feststellung und in dem darauffolgenden Kalenderjahr von derselben Maßnahme oder Vorhabenart ausgeschlossen.

Der Minister kann genauer angeben, wie die Verringerung berechnet wird.

Art. 15 - Die Zuschüsse werden gemäß den Artikeln D.258 bis D.260 des Gesetzbuches beigetrieben.

Für die Zuschüsse, die vollständig zu Lasten der Wallonischen Region sind, und gemäß Artikel D.17 des Gesetzbuches verfügt das Ausbildungszentrum über 45 Arbeitstage, um bei der Dienststelle eine Beschwerde einzureichen.

KAPITEL VI — Schlussbestimmungen

Art. 16 - Der vorliegende Erlass gewährleistet die Beachtung der Bestimmungen von Artikel 1, 3 bis 10, 12, 13 und 21 der Verordnung (EU) Nr. 702/2004 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union.

Art. 17 - Für den Jahrgang 2016 und in Abweichung von Artikel 3 § 2 Absatz 1 Ziffer 3 wird am Ende der Bewertung eine Rangfolge von der Verwaltung erstellt und die Liste der festgehaltenen Projekte wird vom Minister unterstützt.

Art. 18 - Für den Jahrgang 2016 kann der Minister kürzere Fristen für die Einreichung und Bearbeitung der Projektauftrufe vorsehen.

Art. 19 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Juli 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/204260]

21 JULI 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de activiteiten van vaste vorming in de zin van de artikelen D.99, § 2, 2° en D.104, eerste lid, 1°, van het Waalse Landbouwwetboek in de landbouw- en bosbouwsector

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

Gelet op verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.4, D.11, D.13, D.14, D.17, D.103, D.104, D.105, D.107, D.108, D.113, D.114, D.241, D.242 et D.243; Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 april 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 april 2016;

Gelet op het rapport van 18 maart 2016, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid van 14 april 2016;

Gelet op advies nr. 59.590/4 van de Raad van State, gegeven op 5 juli 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Commission formation agricole" (Commissie landbouwopleiding) nr 8, gegeven op 17 mei 2016;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 127 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 138 ervan.

Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de vormingsactiviteit : de vorming zoals omschreven in de artikelen D.99, § 2, 2° en D.104, eerste lid, 1°, van het Wetboek;

2° de administratie : de administratie in de zin van artikel D.3, 3°, van het Wetboek;

3° het vormingscentrum: het beroepsvormingscentrum of elke openbare of privé-instelling of elke openbare of privé-vereniging die vormingsactiviteiten organiseert;

4° de vormingswerker : de dienstverlener van de vormingsactiviteiten of van de andere kennisoverdracht, met inbegrip van de spreker;

5° het Wetboek : het Waals Landbouwwetboek;

6° de deelnemer : elke persoon op wie de landbouwberoepsvorming is gericht zoals bedoeld in artikel D.98, eerste lid, 1°, 2°, 4° en 5° van het Wetboek;

7° het Waals programma voor plattelandontwikkeling : het programma in de zin van artikel 6 van Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

8° de studiesessie : de praktische of theoretische vormingsactiviteit die in een lokaal plaatsvindt;

9° de rondleiding : de praktische of theoretische vormingsactiviteit die plaatsvindt via een terreinbezoek of via een demonstratieactie.

De in het eerste lid bedoelde begripsomschrijvingen kunnen door de Minister bepaald worden.

HOOFDSTUK II. — *Inhoud van de vormingsactiviteiten*

Art. 2. § 1. De vormingsactiviteit georganiseerd door een vormingscentrum heeft als doel het vergaren van kennis en vaardigheden van de deelnemer inzake innovatie, concurrentie en duurzaamheid die gunstig is voor de uitoefening van een landbouw- en bosbouwactiviteit.

De Minister bepaalt de prioritaire gebieden die nodig zijn voor het vergaren van de kennis en de vaardigheden bedoeld in het eerste lid met inachtneming van het Waals programma voor plattelandontwikkeling om te voldoen aan de doelstellingen bedoeld in artikel 97 van het Wetboek.

§ 2. De studiesessie :

1° behandelt bijzondere thema's of kan verschillende thema's hergroeperen met een verschillend belang die ervoor moeten zorgen om bij het doelpubliek nieuwe kennis inzake innovatie, concurrentie en duurzaamheid te verspreiden, met inbegrip van het onderzoek en de ontwikkeling;

2° bestaat uit een uiteenzetting die een debat kan bevatten;

3° kan vergezeld gaan van informatiedocumenten.

De rondleiding :

1° voert operationele acties uit in een landbouwbedrijf, een onderzoekscentrum of elke andere plaats die de verspreiding van informatie toelaat volgens de praktijkvoorwaarden

2° bestaat uit een inleidende uiteenzetting;

3° kan vergezeld gaan van informatiedocumenten of cijfermatige resultaten.

§ 3. Elk centrum dat voldoet aan de voorwaarden bepaald door de Minister kan een vormingsactiviteit organiseren.

De Minister bepaalt de minimumduur van de vormingsactiviteit.

De Minister kan voor de vormingsactiviteit het volgende bepalen :

1° een minimumaantal deelnemers per vormingsactiviteit;

2° een minimumaantal vormingsactiviteiten per thema;

3° een minimale geografische dekking.

§ 4. Met het oog op het verzekeren van de goede organisatie van de vormingsactiviteit kan de Minister in organisationele modaliteiten en bijkomende verplichtingen uit hoofde van de vormingscentra voorzien.

HOOFDSTUK III. — *Financiering*

Afdeling 1. — Voorwaarden tot toekenning van subsidies

Art. 3. § 1. Binnen de beschikbare begrotingskredieten dient de Minister minstens één projectenoproep per bepaalde periode in met inachtneming van het Waals programma voor plattelandsontwikkeling.

In geval van specifieke en dringende behoefte na het in het eerste lid bedoelde lanceren van de projectenoproep in verband met de in artikel D.97 van het Wetboek bedoelde doelstellingen kan de Minister een specifieke projectenoproep binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten lanceren.

§ 2. Wanneer het project op grond van het Waals programma voor plattelandsontwikkeling medegefinancierd wordt, wordt de selectie van de projecten verricht als volgt :

door de verificatie van de naleving van de voorwaarden voor het in aanmerking komen voorzien in de oproep tot projecten m.b.t. de materiële, menselijke en financiële middelen waarover het vormingscentrum beschikt;

2° door de verificatie van de relevantie van de vormingsactiviteiten ten opzichte van de in artikel D.97 van het Wetboek bedoelde doelstellingen en van de op het grondgebied geïdentificeerde behoeften alsook van de kwaliteit van de vormingsactiviteiten, met inbegrip van de inhoud van het programma van de vormingsactiviteiten en de vaardigheid van de vormingswerkers;

3° na afloop van de evaluatie wordt een rangschikking opgemaakt door de administratie en de lijst van de in aanmerking komende projecten, deze projecten worden aan het selectiecomité onderworpen overeenkomstig de bepalingen van het Waals programma voor plattelandsontwikkeling en daarna onderworpen aan de beslissing van de Minister.

De voorwaarden voor het in aanmerking komen en de selectiecriteria voorzien in de oproep tot projecten worden aan het opvolgingscomité van het Waals programma voor plattelandsontwikkeling 2014-2020 voorgesteld en daarna onderworpen aan de beslissing van de Waalse Regering.

§ 3. Wanneer de financiering van het project volledig ten laste is van de begroting van het Waalse Gewest, bepaalt de Minister de voorwaarden voor het in aanmerking komen en de selectiecriteria bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 1° en 2°, in de oproep tot projecten.

De selectie van de projecten wordt uitgevoerd als volgt; de dossiers worden :

1° onderzocht en gerangschikt;

2° onderworpen aan de beslissing van de Minister.

§ 4. Op basis van de selectie van de projecten zullen de vormingswerker hetzij :

1° voldoen aan de voorwaarden van diploma's of gelijkwaardige titels, in voorkomend geval, van afdoende ervaring, zoals bepaald door de Minister en gebonden aan het voorwerp van de vormingsactiviteit. De Minister bepaalt de afdoende ervaring;

2° erkend zijn in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016 houdende uitvoering van hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de beroepsopleiding in de landbouw.

In geval van onvoldoende kandidaturen om te voldoen aan de behoeften kan de Minister, op behoorlijk met redenen omkleed verzoek van het vormingscentrum, afwijken van de in het eerste lid bedoelde voorwaarden. In dit geval verzoekt het vormingscentrum het betrokken personeelslid om binnen het jaar volgend op zijn indiensttreding de opleidingen te volgen die nodig zijn voor het vergaren van kennis en vaardigheden vereist om de vormingsactiviteit te verzekeren.

Art. 4. De Minister bepaalt de modaliteiten van de organisatie van de projectenoproepen.

De Minister bepaalt de data voor het lanceren van de projectenoproepen met inachtneming van de beschikbare begrotingen.

De website van de administratie bevat de informatie betreffende de projectenoproep.

De Minister bepaalt de uiterste data voor de indiening van de projecten.

De Minister kan :

- 1° de in artikel 4, § 2, bedoelde selectieprocedures aanvullen;
- 2° louter procedurele bijkomende voorwaarden bij de projectenoproep toevoegen;
- 3° de lijst opmaken van de bij te voegen documenten.

Art. 5. § 1. Komt niet in aanmerking voor de subsidies :

- 1° de natuurlijke of rechtspersoon die via zijn beroepsopleidingsactiviteit publicitaire of commerciële doeleinden heeft;
- 2° de vormingsactiviteit die reeds door een openbare overheid gesubsidieerd wordt.

Wat betreft het eerste lid, 2°, kan het vormingscentrum waarvan het project gekozen is, toelagen genieten voor het saldo van de financiering van zijn project, indien andere openbare toelagen de financiering van de activiteit gedeeltelijk dekken.

§ 2. Het vormingscentrum kan een deelname in de kosten ten laste van de deelnemers verlangen indien de organisatie van vormingsactiviteiten geen aanleiding geeft tot winsten uit hoofde van het vormingscentrum. De deelname aan de kosten dekt een gedeelte van de kosten die voortvloeien uit zijn vormingsactiviteiten en die niet gedekt zijn door subsidies.

Afdeling 2. — Toekenningsmodaliteiten van de subsidies

Art. 6. Het in het kader van de projectenoproep gekozen vormingscentrum geniet subsidies waarvan de bedragen binnen de perken bedoeld in deze afdeling vastgesteld worden.

Art. 7. Voor de niet-medegefinancierde projecten zorgt de administratie voor het beheer en de administratieve en financiële controle van de dossiers, met inbegrip van de vaststelling van de onrechtmatige betalingen.

De administratie wordt belast met de betaling van de subsidies met uitzondering van het gedeelte medegefinancierd door de ELFPO waarvan het betaalorgaan of zijn afgevaardigde voor de betaling zorgt.

Art. 8. De subsidies die toegekend worden voor elke vormingsactiviteit bedoeld in artikel 3, § 1, worden beperkt tot tachtig euro per uur vormingsactiviteit.

De subsidies bedoeld in het eerste lid dekken alle kosten i.v.m. de activiteiten, met inbegrip van, in voorkomend geval, de reis- en verblijfkosten, de dagelijkse vergoedingen van de vormingswerker en de organisatiekosten ten laste van het vormingscentrum.

De subsidies bedoeld in het eerste lid dekken niet de kosten i.v.m. de prestaties van vervangdiensten in het geval van afwezigheid van de landbouwer noch de kosten i.v.m. de investeringen.

Naar gelang van de beschikbare begrotingen kan de Minister in januari van elk jaar het bedrag van de plafonds van de subsidies en vergoedingen op grond van de gezondheidsindex 2013 indexeren door de bedragen van de steun te vermenigvuldigen met de gezondheidsindex van december van het vorige jaar gedeeld door de gezondheidsindex van december van het jaar 2015.

Afdeling 3. — Betaling van de subsidies

Art. 9. De subsidies toegekend overeenkomstig dit hoofdstuk worden gestort aan de vormingscentra.

De vormingscentra zijn verantwoordelijk voor de verdeling tussen de verschillende rechthebbenden en begunstigten.

De Minister bepaalt :

- 1° de uitgaven die als kosten bedoeld in artikel 9, tweede lid, in aanmerking komen;
- 2° de modaliteiten voor de toekenning en de uitbetaling van de subsidies aan de opleidingscentra alsook de modaliteiten voor de indiening van de schuldverklaringsverklaringen.

Art. 10. Het vormingscentrum maakt binnen de twee maanden die volgen op de laatste vormingsactiviteit, een verslag over de activiteitenprogramma's die tijdens de duur van het project worden gegeven, aan de administratie over.

HOOFDSTUK IV. — Controle

Art. 11. De administratie gaat minstens na of het vormingscentrum over de aangepaste capaciteiten in termen van kwalificaties van het personeel en van regelmatige opleiding beschikt om zijn opdracht tot een goede einde te brengen.

Art. 12. Overeenkomstig de artikelen 48 tot 51 en 53 van Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandsonwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden gaat het betaalorgaan of de instelling waaraan het zijn controleopdrachten geheel of gedeeltelijk overdraagt, via een administratieve steekproefcontrole ter plaatse na of de in dit besluit bedoelde bepalingen nageleefd worden.

HOOFDSTUK V. — Straffen

Art. 13. Overeenkomstig artikel 60 van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en nr. 485/2008 van de Raad, komt een opleidingscentrum van wie is komen vast te staan dat het de voorwaarden vereist voor zijn selectie in het kader van de in artikel 4 bedoelde projectenoproep kunstmatig heeft gecreëerd, niet in aanmerking voor de toelagen bedoeld in hoofdstuk 3, afdeling 2.

Art. 14. Voor de niet-medegefinancierde steun en wanneer het vormingscentrum zijn verplichtingen bedoeld in het Wetboek of in dit besluit niet naleeft, wordt het deel van de hem verschuldigde toelage verminderd naar verhouding van de ernst van de niet-naleving van zijn verplichtingen en van de financiële gevolgen van de onregelmatigheid.

Voor de steun medegefinancierd overeenkomstig artikel 35 van Verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandsontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden, wordt de bijstand geweigerd of volledig ingetrokken in geval van ernstige niet-conformiteit of wanneer vast komt te staan dat de landbouwer valse informatie heeft verstrekt om bijstand te ontvangen, of verzuimd heeft de nodige informatie te verstrekken. Overigens wordt de begunstigde voor het kalenderjaar van de bevinding en het daaropvolgende kalenderjaar uit een gelijke maatregel of een gelijk soort verrichtingen uitgesloten.

De Minister bepaalt de berekeningswijze van de vermindering.

Art. 15. De invordering van de toelagen wordt overeenkomstig de artikelen D.258 tot D.260 van het Wetboek uitgevoerd.

Overeenkomstig artikel D.17 van het Wetboek beschikt het vormingscentrum over 45 werkdagen om een beroep bij de administratie in te dienen voor de subsidies die volledig ten laste zijn van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 16. Dit besluit waarborgt de naleving van de bepalingen van de artikelen 1, 3 tot 10, 12, 13 en 21 van Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

Art. 17. Voor het jaar 2016 en in afwijking van artikel 4, § 2, eerste lid, 3^o, wordt er, na afloop van de evaluatie, een rangschikking opgemaakt door de administratie en de lijst van de in aanmerking komende projecten wordt door de Minister gesteund.

Art. 18. Voor het jaar 2016 kan de Minister kortere termijnen voorzien voor de indiening en de behandeling van de projectenoproepen.

Art. 19. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 juli 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/204261]

21 JUILLET 2016. — Arrêté ministériel portant application de l'arrêté portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif aux activités de formation permanente au sens des articles D.99, § 2, 2^o et D.104, alinéa 1^{er}, 1^o, du Code wallon de l'Agriculture dans les secteurs agricole et sylvicole

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,

Vu le Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1306/2013 du parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le Règlement n° 702/2014 (UE) de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.11, D.13, D.14, D.17, D.103, D.104, D.105, D.107, D.108, D.113, D.114, D.241, D.242 et D.243;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif aux activités de formation permanente au sens des articles D.99, § 2, 2^o et D.104, alinéa 1^{er}, 1^o, du Code wallon de l'Agriculture dans les secteurs agricole et sylvicole, les articles 3, 4, 5, 10 et 19;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 avril 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 avril 2016;

Vu le rapport du 18 mars 2016 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;